



## Perspectives chinoises

85 | septembre-octobre 2004  
Varia

---

# Les relations entre Taipei et Pékin depuis 2000 : même contenu, nouvel emballage

Mikael Mattlin

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/681>  
ISSN : 1996-4609

### Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2004  
ISSN : 1021-9013

### Référence électronique

Mikael Mattlin, « Les relations entre Taipei et Pékin depuis 2000 : même contenu, nouvel emballage », *Perspectives chinoises* [En ligne], 85 | septembre-octobre 2004, mis en ligne le 01 septembre 2007, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/681>

---

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

© Tous droits réservés

---

# *Les relations entre Taipei et Pékin depuis 2000 : même contenu, nouvel emballage*

Mikael Mattlin

---

## NOTE DE L'ÉDITEUR

Traduit de l'anglais par Danielle McNally

- 1 Si l'on en croit l'opinion, et surtout Pékin, il y aurait une différence marquée entre les positions du Parti démocrate progressiste (PDP) et celles du KMT relatives aux relations entre les deux rives du détroit de Taiwan. Mais est-ce vraiment le cas ? Les quatre dernières années permettent de comparer dans la pratique les positions des deux partis sur la question puisque, pour la première fois, le PDP était au pouvoir. De fait, le premier mandat présidentiel de Chen Shui-bian a été marqué par une attitude conciliante pendant les deux premières années, puis par un durcissement à compter de la fin de l'été 2002. Mais dans l'ensemble, la stratégie a, de manière surprenante, peu divergé de la ligne fixée durant les dernières années au pouvoir du KMT : consolidation de la République de Chine malgré un isolement international croissant, insistance sur le fait que Taiwan est d'ores et déjà un pays indépendant, et fréquentes ouvertures en direction de Pékin dans la perspective de discussions politiques pourvu que le principe d'une Chine unique ne soit pas une condition préalable.
- 2 Cet article examine tout d'abord brièvement les circonstances de la victoire électorale de Chen Shui-bian en 2000, puis procède à une comparaison des politiques du KMT et du PDP relatives à la Chine continentale, suivie d'une évaluation des relations entre les deux rives du détroit sous la présidence de Chen. Il met ensuite en évidence les contraintes structurelles qui contribuent à expliquer la continuité : le personnel « légué » par Lee Teng-hui au sein des agences en charge des affaires du détroit, les impasses de la vie

politique taiwanaise et les processus de décision politiques à Pékin et à Taiwan qui rendent difficile tout accord substantiel. Pour finir, on reviendra sur quelques éléments de changement introduits par l'administration de Chen.

- 3 La victoire de Chen Shui-bian en 2000 était, à bien des égards, prématurée. De nombreux membres du PDP avaient placé leurs espoirs dans l'élection de 2004. Un an auparavant seulement, Chen Shui-bian, qui avait perdu les élections à la mairie de Taipei en décembre 1998, ne semblait pas avoir la moindre chance. Mais les relations tendues entre Lee Teng-hui et Soong Chu-yu se détériorèrent au point que ce dernier démissionna du KMT pour se présenter en indépendant contre le candidat du parti, Lien Chan, et, de fait, sceller la victoire de Chen. Le lendemain de la victoire, au quartier général de campagne du PDP, l'un des responsables interrogé sur la manière dont ils allaient gérer les relations avec Pékin, déclara que l'équipe de campagne avait passé la nuit entière à y réfléchir car ils ne s'y étaient pas vraiment préparés<sup>1</sup>!
- 4 Le PDP est arrivé au pouvoir avec une équipe inexpérimentée. Cela était particulièrement clair en matière de relations inter-chinoises. La nouvelle administration fut contrainte de passer au crible les universitaires et les anciens du KMT susceptibles de fournir les compétences requises. Mais elle fut néanmoins critiquée pour son recours à de nombreux jeunes sans expérience. Une bonne partie du premier mandat fut ainsi un mélange d'enthousiasme, d'optimisme naïf et d'hésitations.
- 5 Chen joua d'abord la conciliation dans son discours d'investiture du 20 mai 2000 ; il s'engagea, à condition que Pékin ne recourt pas à la force militaire, à ne pas déclarer l'indépendance, à ne pas changer le nom du pays, à ne pas faire figurer la mention « Etat à Etat » dans la Constitution, et à ne pas engager de référendum visant à modifier le *statu quo*. De plus, il s'engagea à ne pas soulever la question de l'abolition du Conseil pour la réunification nationale, ni des lignes directrices pour l'unification nationale<sup>2</sup>. Son discours n'était pourtant pas dépourvu d'agressivité, avec par exemple la formule « Taiwan s'est levé », allusion évidente à la célèbre déclaration de Mao Zedong en 1949<sup>3</sup>.
- 6 L'optimisme naïf de la nouvelle administration apparaît clairement dans sa politique envers le Continent ; nombre d'élus semblaient persuadés qu'il suffirait de quelques manifestations de bonne volonté, comme l'ouverture des trois « petits liens », l'assouplissement relatif des conditions de délivrance des visas d'affaires et de tourisme aux Continentaux, et une modération sensible de la rhétorique sur l'indépendance pour ramener Pékin à la table des négociations<sup>4</sup>. La réponse ne fut pas celle escomptée.
- 7 À Pékin, le choc provoqué par la victoire de Chen était évident. Peu de spécialistes du Continent pensaient, du moins publiquement, qu'il pouvait être Président<sup>5</sup>. Apparemment, seul le Bureau de sécurité nationale avait osé prédire une victoire de Chen<sup>6</sup>. Dans ses déclarations, Pékin s'abstint de tout jugement hâtif, adoptant au contraire une attitude prudente. Le jour de l'élection, le Bureau des affaires taiwanaises du Conseil d'Etat annonça qu'il « écouterait les paroles et étudierait les actions » (*jiang ting qi yan, guan qi xing*) du nouveau dirigeant de Taiwan, quel qu'il fût<sup>7</sup>.
- 8 La position du KMT sur les relations entre les deux rives a connu des changements considérables au cours des années 1990. Au début de la décennie, un bon nombre de Continentaux de la « vieille garde » demeurait à des postes-clés du parti et la politique envers le Continent restait globalement inchangée depuis l'époque de Chiang Kai-shek. En 1991, par le premier des six amendements à la Constitution, le gouvernement renonçait à son objectif de contrôler toute la Chine. Mais le parti adhérait toujours à l'idée d'une

Chine unique, bien qu'en désaccord avec Pékin sur l'interprétation de ce concept, comme le montre le prétendu consensus sur « une Chine avec différentes interprétations » (*yige Zhongguo gezi biaooshu*) arrêté en 1992 à Hong Kong en préparation aux pourparlers de Singapour (1993). Ce consensus a été remis en question plus tard par le gouvernement KMT, puis par le PDP<sup>8</sup>.

- 9 La vieille garde du KMT s'est sentie de moins en moins en accord avec les choix de Lee Teng-hui en faveur d'une « taiwanisation » et a fini par quitter le Parti Nationaliste pour former en 1993 le Nouveau Parti. Les relations entre Taiwan et le Continent commencèrent à se dégrader après la visite de Lee Teng-hui aux États-Unis et les essais de missiles de 1995-1996 ; elles étaient au plus bas en juillet 1999, lorsque Lee Teng-hui évoqua des « relations spéciales d'Etat à Etat » (*teshu de guo yu guo guanxi*) dans une interview accordée à la Deutsche Welle. La déclaration de 1999 faisait suite à d'autres formulations du même ordre, mais moins provocatrices. En 1997, le gouvernement de la République de Chine avait déjà déclaré que l'on devrait parler d'une Chine *divisée*<sup>9</sup>, tandis qu'en 1997-1998, Lee Teng-hui avait évoqué la République de Chine comme une nation indépendante souveraine. Le KMT sous la direction de Lee Teng-hui évolue donc vers une conception de Taiwan comme entité séparée.
- 10 Le PDP, de son côté, a modéré sa position depuis la Charte du parti de 1991 qui contenait une clause sur la lutte pour l'indépendance. Le 20 octobre 2001, le congrès du PDP décida de promouvoir une résolution adoptée le 8 mai 1999 (*Taiwan qiantu jueyiwen*) au statut de ligne directrice de sa politique continentale<sup>10</sup>. Ce document établit que Taiwan est déjà une nation indépendante, souveraine, et qu'il n'y a donc pas de nécessité de déclarer son indépendance. Cela pouvait être considéré comme une modération de la position antérieure du PDP. Le document soulignait aussi que tout changement apporté au *statu quo* devrait être approuvé par un référendum populaire<sup>11</sup>. La nouvelle interprétation avait été décrite publiquement un an auparavant dans une déclaration du comité central permanent du PDP, apparemment en réponse à la visite de Clinton en Chine et à sa déclaration des « trois non »<sup>12</sup>.
- 11 En août 2002, Chen Shui-bian eut recours à la formule « un pays de chaque côté » (*yi bian yi guo*) pour décrire les relations entre les deux rives. Ce nouveau concept et un document antérieur du PDP intitulé *Livre blanc sur la politique chinoise à travers les siècles* font écho aux thèses de Lee Teng-hui sur des relations d'Etat à Etat<sup>13</sup>. Ainsi, les deux partis politiques qui avaient adopté des principes radicalement différents, occupent des positions convergentes à la fin de la décennie.
- 12 Pékin, pour sa part, présenta sa position sur Taiwan de la manière la plus claire dans un Livre blanc<sup>14</sup> publié juste avant les élections de 2000. Celui-ci précise pourquoi Taiwan est une partie intégrante du territoire chinois, développe le principe d'une Chine unique, et donne des indications sur le seuil de tolérance.
- 13 Bien que le principe d'une Chine unique demeure fondamentale, Pékin semble être prêt à montrer un peu de flexibilité sur ce point. La définition d'une Chine unique s'est élargie, plus particulièrement avec une nouvelle formulation, exprimée pour la première fois par l'ancien ministre chinois des Affaires étrangères, Qian Qichen, selon laquelle « il n'y a qu'une Chine au monde. Le Continent et Taiwan font partie de la même Chine dont la souveraineté et l'intégrité territoriale sont inséparables »<sup>15</sup>.
- 14 Les expressions « désorganisation », « à-coups » et « réparation des dégâts » qualifient bien les deux premières années de l'administration Chen. La politique intérieure prit

rapidement le dessus avec une succession apparemment interminable de crises. Les relations entre les deux rives furent mises de côté par nécessité et la plupart des mesures prises dans ce domaine sont techniques ou administratives, à l'initiative de la Commission d'Etat des affaires continentales (MAC) : ce sont l'ouverture des trois petits liens, la préparation des trois grands liens, l'autorisation d'investissements continentaux dans certains secteurs, et l'élargissement progressif des conditions de séjour des touristes, des salariés et des hommes d'affaires continentaux à Taiwan. Des « démarches » semi-officielles continuèrent à être effectuées par quelques envoyés comme Chen Chung-hsin, député PDP à la tête du département des affaires continentales du parti, et Hong Chi-chang, deux des rares représentants du PDP acceptés par Pékin<sup>16</sup>. Mais ils n'aboutirent pas car les positions des deux parties demeuraient trop éloignées<sup>17</sup>.

- 15 Le bureau de la présidence se préoccupa à nouveau du détroit lorsqu'il eut retrouvé son équilibre en politique intérieure, en août 2002. Durant l'été, les principaux décideurs taiwanais impliqués dans les relations inter-chinoises furent extrêmement déçus par ce qu'ils comprirent comme un refus de Pékin de répondre de manière positive à leurs témoignages répétés de bonne volonté, tels que le discours d'investiture de Chen en 2000, l'ouverture unilatérale des trois petits liens et la volonté exprimée de parler de tout, du moment que le principe d'une Chine unique n'était pas un préalable aux discussions<sup>18</sup>.
- 16 L'incident provoqué par la République de Nauru qui changea d'allégeance politique – prétendument achetée par Pékin – fut semble-t-il le détonateur d'un durcissement des positions de Taipei. Alors que même Elmer Feng, partisan inébranlable de l'unification, semblait satisfait des prises de position de Chen Shui-bian, les décideurs du PDP comprirent qu'il était temps de faire deux pas en arrière pour ne pas perdre toute marge de négociation<sup>19</sup>. Chen Shui-bian fit plusieurs déclarations successives sur « un pays de chaque côté » et envisagea pour la première fois la tenue d'un référendum « défensif ». Ces initiatives déterminèrent le ton des relations entre les deux rives au cours des deux dernières années du premier mandat de Chen. La tension entre Taipei et Pékin continua de monter avec la décision de faire figurer la mention « Taiwan » sur les passeports de République de Chine, la visite de Chen aux Etats-Unis et plus encore avec l'annonce d'un « référendum défensif » lors de l'élection présidentielle de 2004.
- 17 Pékin s'irrita de ce référendum, considéré comme une ruse pour rapprocher encore Taiwan de l'indépendance en introduisant une procédure permettant d'entériner des changements à la Constitution<sup>20</sup>. La confiance de la direction communiste en Chen Shui-bian qui n'était déjà pas très grande, tomba au plus bas. Mais Pékin se garda bien de répéter l'erreur commise lors des élections précédentes lorsque des avertissements durs et directs avaient été envoyés aux électeurs taiwanais juste avant le scrutin, à moins que l'on ne considère les avertissements adressés à Hong Kong avant la présidentielle de Taiwan comme une menace voilée adressée à cette dernière.
- 18 Avec ce référendum, Taipei s'est encore éloignée de Pékin, mais n'a pas franchi la fameuse « ligne rouge », qui commence du reste à apparaître comme de plus en plus mouvante. Pékin, à son grand soulagement, trouva une porte de sortie et sauva la face en soulignant que la participation au référendum avait été inférieure à 50 %, que les Taiwanais avaient clairement rejeté les positions de Chen<sup>21</sup>, et qu'il n'était donc pas nécessaire de réagir.
- 19 Après les élections, Pékin s'en tint à son attitude de prudence. Le Bureau des affaires taiwanaises émit une déclaration en sept points avant le discours d'investiture de Chen. Elle contenait les habituelles menaces, vagues et rhétoriques, ainsi qu'une diatribe contre

Chen qui n'avait pas tenu ses promesses de campagne de 2000 et n'était donc pas digne de confiance. Cependant, il n'y figurait pas la mention « un pays, deux systèmes », mais la nouvelle formule « une Chine unique » légèrement plus flexible que le « principe d'une Chine unique »<sup>22</sup>.

- 20 Dans l'ensemble, le gouvernement de la République populaire de Chine adopta une attitude passive durant le premier mandat de Chen, soit par manque de solutions alternatives<sup>23</sup>, soit par choix stratégique de laisser l'intégration économique faire son œuvre. Somme toute, sous Chen, Taiwan et la Chine continentale ont continué de s'éloigner politiquement l'une de l'autre, une tendance amorcée durant la présidence de Lee Teng-hui.
- 21 Plusieurs facteurs structurels ont contribué à la continuité entre les administrations KMT et PDP<sup>24</sup>. Le PDP, par manque de spécialistes de la politique du détroit, a eu recours à des personnes issues de l'administration de Lee Teng-hui<sup>25</sup>. Ce sont par exemple Tsai Ing-wen, présidente de la Commission d'Etat des affaires continentales (MAC), Chang Jung-feng, secrétaire général adjoint au Conseil de sécurité nationale (NSC) jusqu'à l'été 2003, Lin Chong-pin qui demeura vice-président de la MAC et membre du NSC et devint ensuite vice-ministre de la Défense, Wu Rong-yi, président de l'Institut taiwanais de recherche en économie (TIER) et Tien Hung-mao, l'un des conseillers politiques de Lee Teng-hui, qui devint le premier ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Chen. Les deux premiers ont été les inspirateurs du concept des relations d'« Etat à Etat » de Lee en 1999<sup>26</sup>. Chen hérita également de Lee les agences de l'institution militaire et des services de sécurité ; c'est seulement quinze mois après sa prise de fonctions qu'il remania l'administration militaire et la sécurité en remplaçant plusieurs fidèles de Lee Teng-hui par ses propres hommes aux postes-clés<sup>27</sup>.
- 22 D'après un membre haut placé du gouvernement, le classement par ordre décroissant d'importance des institutions en charge des relations entre les deux rives est le suivant<sup>28</sup> : le Président, le Conseil de sécurité nationale (NSC), le Yuan exécutif, la Commission d'Etat des affaires continentales (MAC). Depuis la réélection de Chen, des fidèles du PDP ont repris de nombreuses positions-clés. Chiou I-jen occupe le poste de secrétaire général du NSC, Parris Chang est devenu directeur adjoint du NSC et le député PDP Chen Chung-hsin a été nommé conseiller en chef du NSC. Joseph Wu est le nouveau président de la MAC, tandis que l'ancien chef du district de Taipei, Su Tseng-chang, est maintenant secrétaire général de la présidence<sup>29</sup>. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Chen Tang-sun, est connu pour son soutien à une identité distincte pour Taiwan. Le gouvernement actuel continue d'être dirigé par Yu Shyi-kun, directeur de campagne de Chen en 2000 et ancien secrétaire général du PDP (Tang Fei, ancien ministre de la Défense KMT, avait dirigé le premier gouvernement de Chen).
- 23 Les blocages dans la politique intérieure taiwanaise expliquent aussi l'absence d'avancée dans les relations inter-chinoises<sup>30</sup>. Chen aurait souhaité progresser plus vite sur plusieurs fronts, comme le suggèrent certaines observations<sup>31</sup>, mais le Yuan législatif faisait constamment obstruction. La majorité législative appartenait au camp bleu (*fanlan*), qui parvint à la conserver lors des élections au Yuan législatif de décembre 2001. Même au sein de sa propre administration et de son parti, Chen devait faire face à la désobéissance et à l'obstruction. Les deux premières années donnèrent souvent l'impression que Chen Shui-bian avançait seul, sourd à son gouvernement, à son parti et à l'opposition. Chen convoqua la Conférence consultative sur le développement économique (EDAC) à la fin de l'été 2001, apparemment pour apaiser les tensions. Il initia

aussi des procédures de coordination entre la présidence, le PDP et les principaux députés du parti durant l'été 2002<sup>32</sup>.

- 24 Mais la situation demeurait difficile : le Yuan législatif restant aux mains du camp bleu, il était difficile d'introduire des changements significatifs, sauf là où l'étendue du soutien populaire empêchait l'obstruction, comme par exemple les lois sur les référendums votées à la fin 2003, sous la forme d'un texte initié par les bleus<sup>33</sup>, ou encore la décision de diminuer le corps législatif de moitié<sup>34</sup>. Chen Shui-bian dut jongler avec les exigences contradictoires formulées par Pékin, l'opposition et les partisans du PDP qui souhaitaient une marche plus agressive vers l'indépendance. Conscient de la faiblesse de Chen sur la scène politique intérieure<sup>35</sup>, Pékin ne souhaitait pas s'engager dans des pourparlers, espérant que son gouvernement ne serait qu'une parenthèse temporaire.
- 25 On ne saurait discuter la politique de Taipei sans s'arrêter sur celle de Pékin. Selon le fameux aphorisme de Tip O'Neill, toute politique est locale. Il n'y a aucune raison de douter que cela vaut aussi bien pour la Chine continentale que pour Taiwan. Un expert taiwanais de la République populaire de Chine a affirmé que lorsqu'il s'agit de prendre des mesures concernant Taiwan, Pékin prend d'abord en compte sa propre situation intérieure et l'environnement international (en particulier les relations avec Washington), avant la dynamique interne de Taiwan<sup>36</sup>. De même, une bonne partie de la politique taiwanaise, y compris en ce qui concerne le détroit, subit les retombées de ses élections répétées. Ajoutées les unes aux autres, ces contraintes domestiques rendent toute ouverture difficile et même vouée à l'échec, puisque, soumis à des pressions internes, le partenaire est généralement incapable de réagir comme escompté.
- 26 La politique taiwanaise de Pékin est conservatrice dans ses structures. Malgré l'ouverture de certains membres de l'élite des décideurs à des idées neuves, certains facteurs d'ordre structurel et procédural limitent la créativité et ramènent à la ligne existante. Tout changement de position, quelle qu'en soit la direction, en particulier sur le principe d'une Chine unique, est extrêmement difficile. Par exemple, Jiang Zemin s'est montré incapable d'abandonner l'idée d'« un pays, deux systèmes », et il a conservé la formule alors qu'elle n'est clairement pas viable à Taiwan<sup>37</sup>. Il y a peu de temps, Jiang avait encore un rôle central dans la prise de décisions concernant Taiwan<sup>38</sup>, il reste à voir si son départ de la présidence de la Commission des affaires militaires apportera plus de flexibilité.
- 27 Le manque d'institutionnalisation de la République populaire de Chine et la vulnérabilité de la légitimité du régime expliquent en partie son inflexibilité, selon un spécialiste<sup>39</sup>. Quoi qu'il en soit, les responsables actuels à Pékin restent prudents, réfléchis et conservateurs, préoccupés à l'extrême du maintien de la stabilité sociale et politique. Les changements majeurs de politique sont rares et mûrement préparés.
- 28 Par comparaison, sous la présidence de Chen, la politique de Taipei vis-à-vis du Continent a été militante, impatiente et quelque peu désorganisée, mue en partie par le besoin d'innover et d'afficher des résultats politiques avant les consultations électorales. Si le gouvernement de Chiang Ching-kuo fonctionnait de manière assez semblable à celui de Pékin et si celui de Lee Teng-hui en conservait bien des caractéristiques, celui de Chen Shui-bian a fait montre d'un style différent, le Président s'entourant de jeunes conseillers attentifs aux sondages d'opinion, et aux considérations médiatiques et électorales.
- 29 Jusqu'à quel point l'impatience de Taipei reflète-t-elle la personnalité de Chen ? De proches observateurs le décrivent volontiers comme un homme pressé<sup>40</sup>. Mais le rythme accéléré de la vie politique taiwanaise joue un rôle. Il est fréquent que Pékin réagisse



officiellement à un événement taiwanais alors que l'attention de Taipei s'est déjà portée ailleurs. C'est par exemple seulement le 8 janvier 2004 que les médias chinois ont publié une réaction à l'adhésion surprise des bleus à la loi sur les référendums de novembre 2003<sup>41</sup>, et il a fallu presque deux mois au Bureau des affaires taiwanaises du Conseil d'Etat et à son homologue du Parti communiste pour réagir à la réélection de Chen<sup>42</sup>. À cet égard, l'écart s'est creusé entre Pékin et Taipei au cours des dernières années, même si à Pékin aussi, les dirigeants les plus jeunes penchent pour moins de pompe et de rituels, et pour plus de résultats tangibles.

- 30 Tandis que Taipei avance à grande vitesse, Pékin est toujours à la traîne. L'écart ne se comble jamais et la frustration est mutuelle. Pour ne rien arranger, la préférence de Pékin en matière de relations entre les deux rives semble aller à la clarté, tandis que Taipei préfère l'ombre. Au début de son mandat, Chen Shui-bian a vaguement parlé d'« intégration » (*tonghe*) comme fondement des relations entre les deux rives<sup>43</sup>, mais récemment il a fait référence de manière ambiguë à la rencontre de Hong Kong, en 1992, comme base de discussions<sup>44</sup>. Pékin s'est montré beaucoup plus constant dans son insistance sur une Chine unique comme préalable à des discussions et des relations paisibles. Seules la définition et la formulation d'un Chine unique ont évolué, de manière subtile.
- 31 Ainsi, même si Chen Shui-bian avait vraiment escompté parvenir à une avancée, ces dissonances d'ordre structurel ont rendu l'accomplissement de tout changement extrêmement difficile. Il n'est pas surprenant que Chen ait repris sa position antérieure de confrontation avec Pékin. À l'orée de son second mandat, Chen semble à nouveau tenter une approche plus conciliatrice ; il sera probablement à nouveau frustré.
- 32 Il nous faut tout de même signaler l'existence de zones d'évolution. Il s'agit d'une part de l'état de la confiance et des communications trilatérales entre Taipei, Pékin et Washington, et d'autre part du rôle d'initiateur tenu par Taipei.
- 33 L'interruption de la communication de part et d'autre du détroit est un problème préoccupant. Même les canaux semi-officiels ont été coupés depuis que Lee Teng-hui a parlé de relations spéciales d'« Etat à Etat » en 1999. Auparavant, les rapports avaient été suffisamment cordiaux pour permettre une rencontre entre les envoyés Koo Chen-fu et Wang Daohan, à Shanghai, moins d'un an plus tôt. Depuis l'élection de Chen Shui-bian, le contact entre Taipei et Pékin passe par l'envoi d'un messenger occasionnel, quelques rencontres secrètes, des joutes verbales, et parfois l'envoi de ballons d'essai.
- 34 Dans le même temps, la victoire de Chen en 2000 était tout à fait inattendue à Washington, et peu nombreux étaient ceux aux Etats-Unis qui avaient une bonne connaissance du PDP ou avaient établi des contacts avec ses dirigeants. Chen était perçu comme imprévisible, même par les partisans traditionnels de Taiwan<sup>45</sup>. Il apparaît que Washington n'a pas été informé à l'avance de certaines de ses initiatives les plus controversées, comme ses déclarations concernant « un pays de chaque côté » et son projet de référendum.
- 35 Lorsque Chen Shui-Bian fait une remarque aussi controversée qu'inattendue, Washington semble stupéfait ; Chen envoie alors des représentants pour expliquer ses intentions à Washington. Par exemple, lors du débat sur le référendum, Chen semble avoir causé une surprise sincère et le désarroi des spécialistes de Taiwan. Dans l'état actuel de tension accrue, ce mauvais état des communications constitue un dangereux potentiel de malentendus et d'erreurs de calcul.



- 36 Pékin a l'ambition de gérer le problème directement avec Washington sans consulter Taipei<sup>46</sup>, mais c'est sans compter sur l'absence de consensus ou de volonté réelle de changement à Pékin, à Washington, et à Taipei du reste. On pourrait dire que, de manière relative, il existe à Taiwan, plus qu'en Chine continentale ou aux Etats-Unis, un consensus sur les relations inter-détroit<sup>47</sup>. D'autre part, il est clair à Taiwan que si le *statu quo* est laissé comme tel il aboutira inévitablement à l'absorption par la Chine en raison d'une intégration économique galopante et d'un rétrécissement de sa place sur l'échiquier international ; de quoi motiver une approche plus militante chez les Taiwanais qui redoutent cette éventualité.
- 37 Récemment, Taipei semble avoir beaucoup œuvré pour que la communauté internationale s'intéresse à son statut, car il est clair que la plupart des pays, soucieux de leurs intérêts économiques, sont prêts à fermer les yeux si la République populaire de Chine (RPC) absorbait Taiwan. Ainsi, c'est semble-il à dessein que Chen a fait des déclarations provocantes ou a organisé des événements qui ont attiré l'attention de la communauté internationale (le référendum organisé le jour de l'élection présidentielle de 2004, le grand rassemblement du 28 février<sup>48</sup>). S'il n'est pas sûr que ces initiatives aient atteint leur but, Taipei semble en tout cas avoir repris le contrôle de la question du détroit. L'éventualité d'une réécriture ou d'un remaniement de la Constitution d'ici 2006 et les allusions régulières à un référendum à ce sujet<sup>49</sup> dominant maintenant l'agenda. Le sentiment d'urgence qui règne parmi les partisans de l'indépendance à Taiwan a gagné Pékin<sup>50</sup>. Le calendrier des relations entre les deux rives s'établit donc bien à Taipei, même si c'est par défaut. Il est déjà prévu qu'une crise surviendra entre 2006 et 2008.
- 38 Il n'est pas certain que le militantisme accru de Taipei date de Chen Shui-bian. On pourrait arguer du fait que Lee Teng-hui avait déjà adopté un rôle plus actif durant son dernier mandat avec sa « diplomatie du dollar », ses fréquents voyages officiels à l'étranger, l'apport de plusieurs amendements à la Constitution et ses tentatives de définition d'un statut de Taiwan plus nettement distinct de la Chine. Mais il serait simpliste de voir en Chen un simple disciple de Lee. Les relations entre Chen Shui-bian et Lee Teng-hui sont empreintes de respect, mais ne sont pas particulièrement proches<sup>51</sup>. Si Chen a suivi le même chemin que Lee, ce n'est pas nécessairement à cause de ce dernier.
- 39 Le changement majeur n'est pas une modification des positions de deux partis ou des politiques de deux gouvernements, mais plutôt une transformation graduelle et de long terme de toute la société au cours des deux dernières décennies. Le caractère progressif de cette évolution ne saurait dissimuler son ampleur.
- 40 Durant son premier mandat, Chen Shui-bian a été sérieusement entravé par le fait qu'il était un Président minoritaire, sans majorité parlementaire, et dont l'administration échappait partiellement à son contrôle. Durant son second mandat, il sera dans une bien meilleure posture. Elu avec 50 % des suffrages et sans nouveau mandat à briguer, il se trouve dans une position bien plus favorable pour lancer de nouvelles initiatives. Si Chen est plus tacticien qu'idéologue, cela ne signifie pas qu'il ne souhaite pas laisser une marque de ses huit années au pouvoir.
- 41 Si le ton du second discours d'investiture de Chen Shui-bian a été généralement perçu comme conciliant, il s'est abstenu de mentionner les « cinq non » de manière directe. Les « cinq non » sont, selon Taipei, une concession-clé en direction de Pékin, dont cette dernière était plutôt satisfaite<sup>52</sup>. En place, Chen a déclaré : « Je tiens à rappeler aujourd'hui que les principes et promesses que j'ai énoncés le 20 mai 2000 non

seulement ont été respectés, mais resteront valables pour les quatre ans à venir »<sup>53</sup>, phrase assez obscure pour prêter à des interprétations contradictoires.

- 42 Chen Shui-bian a également atténué son appel à un référendum sur la nouvelle Constitution en incluant les lignes suivantes dans son discours : « Au niveau de la procédure, nous allons suivre les règles stipulées dans la Constitution actuelle et ses articles additionnels. Par conséquent, après l'approbation de la Législature nationale, seront élus les membres de la première et de l'ultime Assemblée Nationale *ad hoc*, qui seront chargés d'adopter les propositions de réformes constitutionnelles, d'abolir leur assemblée, et d'incorporer dans la Constitution les droits du peuple à participer à un référendum concernant la révision constitutionnelle. En procédant de cette façon, nous espérons fonder une base solide pour le développement à long terme de notre démocratie constitutionnelle, et les droits au référendum en fonction des propositions législatives de révision constitutionnelle »<sup>54</sup>.
- 43 Le modèle bien connu refait donc surface : Taiwan se dirige lentement vers une séparation politique plus marquée du Continent en prenant avantage des zones d'ombre.
- 44 Chen Shui-bian semble s'apprêter à cimenter les avancées de la « taiwanisation » par le biais d'une nouvelle Constitution. Il paraît suivre Lee Teng-hui pas à pas en se révélant un homme politique audacieux et intrigant tout comme son prédécesseur.

## NOTES

1. Entretien avec Lee Chun-yi à Taipei, 19 mars 2000.
2. Discours d'investiture de Chen Shui-bian, 20 mai 2000, Taipei. Disponible sur [http://www.president.gov.tw/1\\_president/e\\_subject-043.html](http://www.president.gov.tw/1_president/e_subject-043.html), consulté le 11 juin 2004.
3. Des spécialistes ont interprété les paroles de Mao comme se référant non à l'ensemble des Chinois mais plutôt à ceux qui soutenaient la révolution. Raisa Asikainen, « Nationalismin rakentaminen ja Kiinan ulkosuhteiden retoriikka », *Kosmopolis*, n° 1, 2003, pp. 61-62. Il est permis de se livrer à la même interprétation du discours de Chen.
4. « Taiwan official says he expects breakthrough in cross-straight ties », *Taipei Times*, 31 janvier 2001, p. 1.
5. Lors d'une entrevue avec des chercheurs du Centre de recherche sur Taiwan (*tai yan suo*), six mois avant l'élection présidentielle, un expert de la politique intérieure de Taiwan avait à peine mentionné le nom de Chen Shui-bian. Entretien à Pékin, septembre 1999.
6. Entretien avec un ancien conseiller politique des dirigeants chinois, Hong Kong, avril 2001.
7. Yang Lixian, « Chen Shuibian dangxuan yilai de Taiwan zhengju guancha », *Taiwan yanjiu*, Pékin, n° 1, 2001, p. 19.
8. « Looking beneath the surface of the "One China" question », Bureau d'information gouvernemental, Yuan exécutif, République de Chine, 1997. Disponible sur : <http://www.taipei.org/whatsnew/onechina.htm>, consulté le 11 juin 2004, et *Lianhe bao* (*United Daily News*), 21 juin 2000.
9. *Ibid.*

10. Editorial, « DPP finally adjusts to new role », *Taipei Times*, édition en ligne, 22 octobre 2001, p. 8.
11. Document disponible sur : <http://www.future-china.org.tw/links/plcy/dpp/dpp19990509.htm>, consulté le 19 juillet 2004.
12. Yu Keli, Xie Yu et Dang Chaosheng, « Minjindang liang'an guanxi zhengce fazhan yanbian chutan », *Taiwan yanjiu*, Pékin, n° 2, 2001, p. 19.
13. *Kua shiji Zhongguo zhengce baipishu*, disponible sur : <http://www.future-china.org.tw/links/plcy/dpp/dpp19991115.htm>, consulté le 19 juillet 2004. Voir aussi Yan Anlin et Lu Xiaoyan, « Minjindang zhizheng yu haixia liang'an guanxi », *Taiwan yanjiu*, Pékin, n° 3, 2001, p. 38.
14. « The One-China Principle and the Taiwan Issue », livre blanc publié par le Bureau des affaires taiwanaises et le Bureau d'information du Conseil d'Etat le 21 février 2000. Disponible sur : <http://taiwansecurity.org/IS/White-Paper-022100.htm>, consulté le 10 juin 2004.
15. « Bush Push for Modified "One China" "Integration" », *The China Post*, édition en ligne, 16 janvier 2001.
16. « DPP said to be in secret China talks », *Taipei Times*, 25 juillet 2001, p. 1.
17. Entretiens avec deux assistants du corps législatif à Taipei, août 2002, et avec deux journalistes du *Lianhe bao*, Taipei, mars 2004.
18. Entretiens avec un responsable de haut rang du gouvernement PDP et un journaliste du *Gongshang shibao*, 5-9 août, 2002.
19. Entretien avec un député du PDP, un journaliste du *Lianhe bao* et un journaliste du *Gongshang shibao*, 5-9 août 2002.
20. *China Daily*, édition en ligne, 29 novembre 2003, p. 1. *China Daily*, édition en ligne, 8 janvier 2004, p. 5.
21. « Taiwan "referendum" vetoed by the people », *China Daily*, édition en ligne, 21 mars 2004.
22. « Zhongtaiban, guotaiban shouquan jiu dangqian liang an guanxi fabiao shengming », Bureau des affaires taiwanaises, 17 mai 2004. Disponible sur : [http://www.gwytb.gov.cn/gzyw/gzyw1.asp?gzyw\\_m\\_id=359](http://www.gwytb.gov.cn/gzyw/gzyw1.asp?gzyw_m_id=359). Voir aussi Lai I-chung, « Chinese leaders seek a flexible approach », *Taipei Times*, édition en ligne, 25 mai 2004, p. 8, pour une interprétation taiwanaise autorisée.
23. Au cours d'un entretien avec l'auteur, à Hong Kong, en avril 2001, un ancien conseiller politique des dirigeants chinois a émis l'idée que ces derniers ne pouvaient guère freiner Chen Shui-bian, à moins d'entrer en guerre.
24. Stefano Guzzini a publié une excellente analyse conceptuelle de la structure du pouvoir dans les relations internationales, qui souligne la complexité du phénomène. Stefano Guzzini, « Structural Power: The Limits of Neorealist Power Analysis », *International Organization*, vol. 47, n° 3, été 1993, pp. 443-478.
25. Entretien avec des journalistes du *Gongshang shibao* et du *Lianhe bao* à Taipei, 5 et 9 août 2002.
26. Su Chi, « The Undeclared "Special State-to-State" Formulation: A Year-End Review of President Chen's Mainland Policy », communication lors d'un colloque organisé par la National Policy Foundation, 13 mai 2001, Taipei.
27. Editorial, « All the President's men », *Taipei Times*, édition en ligne, 10 août 2001, p. 12.
28. Entretien à Taipei, 9 août 2002.
29. « Su Tseng-chang to take Presidential Office reins », *Taipei Times*, édition en ligne, 12 mai 2004, p. 1.

30. Wu Yu-shan, « Taiwan in 2001: Stalemated on All Fronts », *Asian Survey*, vol. 42, n° 1, janvier-février 2002, pp. 29-38.
31. « Chen's young 'scouts' learning quickly », *Taipei Times*, édition en ligne, 3 février 2004, p. 3.
32. Entretiens à Taipei, 5-9 août 2002.
33. « Legislature passes referendum law », *Taipei Times*, édition en ligne, 28 novembre 2003, p. 1.
34. « Lawmakers take first step to cut legislature members to 113 seats », *The China Post*, 24 août 2004.
35. Voir par exemple Zhu Weidong et Xie Yu, « 2000 nian Taiwan zhengju fazhan shuping », *Taiwan yanjiu*, Pékin, n° 1, 2001, pp. 24-29.
36. Lin Chong-pin, « Beijing's Agile Tactics on Taiwan »", communication lors du colloque « The Political and Economic Reforms of Mainland China in a Changing Global Society », faculté de sciences sociales, Université nationale de Taiwan, Taipei, 26 avril 2002.
37. Commission des affaires continentales, « Public Opinion on Cross-Strait Relations in the Republic of China », disponible sur <http://www.mac.gov.tw>, consulté le 18 mai 2004.
38. Chu Yun-han, « Power Transition and the Making of Peking's Policy Towards Taiwan », *The China Quarterly*, vol. 176, décembre 2003, pp. 960-980.
39. Hsu Szu-chien, « The Impact of the PRC's Domestic Politics on Cross-Strait Relations », *Issues & Studies*, vol. 38, n° 1, mars 2002, pp. 130-164.
40. Entretiens à Taipei avec un responsable du gouvernement et un journaliste politique du *Lianhe bao*, 6 et 9 août 2002.
41. « Pan-blue camp in Taiwan makes dangerous U-turn », *The People's Daily*, édition en ligne, 8 janvier 2004.
42. Voir note 21.
43. « Chen urges China: Help, not hurt us », *Taipei Times*, 1<sup>er</sup> janvier 2001, édition en ligne, p. 1.
44. « Chen seeks Cross-Strait code of conduct », *The China Post*, édition en ligne, 11 octobre 2004.
45. Entretiens avec Shelley Rigger à Taipei, août 2002 et mars 2004.
46. Par exemple, « US, China Co-operate to Fight Taiwan Referendum Plan », *The People's Daily*, édition en ligne, 29 septembre 2003.
47. Cette opinion est aussi celle d'observateurs de Taiwan, comme Jean-Pierre Cabestan avec lequel l'auteur s'est entretenu à Hong Kong en avril 2001.
48. Le référendum et le rassemblement du 28 février avaient aussi d'autres objectifs, dont le principal était de mobiliser les électeurs.
49. « Taiwan to hold Referendum on New Constitution », *Financial Times*, édition en ligne, 11 novembre 2003.
50. Entretien avec Wu Yu-shan à Taipei, 2 avril 2004.
51. Conversation avec Timothy Wong à Hong Kong, avril 2001, et avec un fonctionnaire américain, observateur de la politique taiwanaise à Taipei, août 2002.
52. Voir note 21 et « Chen plays tricks in seeking indépendance », *China Daily*, édition en ligne, 26 mai 2004.
53. Discours d'investiture du Président Chen, 20 mai 2004, disponible sur <http://www.president.gov.tw/php-bin/prez/showenews.php4>.
54. *Ibid.*

---

## RÉSUMÉS

De manière surprenante, au cours du premier mandat de Chen Shui-bian (2000-2004), les stratégies du gouvernement dans ses relations avec la Chine continentale ont dans l'ensemble peu divergé de la ligne adoptée par le Kuomintang (KMT) au cours de ses dernières années au pouvoir. Cet article analyse les raisons d'une telle continuité.